

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail "Personnalité juridique"
Objet :	Note de synthèse de la réunion du 19 septembre 2002

1. Le Président a annoncé que les délibérations du groupe devraient commencer par l'examen du document WD15 concernant les conséquences de l'attribution explicite de la personnalité juridique à l'Union.
2. Il y a eu au début un débat portant sur la nature juridique de l'Union. Des membres du groupe ont fait savoir que ce sujet n'était pas lié directement à l'attribution de la personnalité juridique à l'Union. Les membres ont ensuite examiné le projet de rapport. Le première partie concernant l'acceptation du principe de la personnalité juridique unique de l'Union a fait l'objet de consensus.
3. Au sujet de la procédure de négociation d'accords internationaux, certains membres ont demandé à ce que le rapport contienne un critère clair sur qui négocie les accords concernant plusieurs piliers actuels. Une partie du groupe a insisté pour que le critère de la "matière prépondérante" soit réintroduit dans le texte du rapport. Un membre s'est toutefois montré sceptique sur l'application de ce critère.

4. Quant à la modification proposée dans le rapport concernant l'article 24 TUE, à savoir la suppression des deux dernières phrases (impliquant une procédure de ratification nationale), la majorité du groupe a marqué son accord car cela découlait de l'attribution de la personnalité juridique à l'Union. Deux membres ont toutefois déclaré souhaiter que soit incluse dans le texte de l'article 24 TUE une référence à la possibilité pour un Etat de faire usage de l'abstention constructive, prévue à l'article 23, par.1 TUE.
5. Quant à la représentation extérieure de l'Union, une forte majorité du groupe a insisté sur l'idée que le traité contienne des arrangements assurant que l'Union puisse s'exprimer d'une seule voix. A cet égard, une partie du groupe s'est prononcée en faveur de la fusion dans une seule personne des fonctions de Haut Représentant et Commissaire responsable pour les relations extérieures. D'autres ont estimé que cette question devrait être plutôt examinée par le groupe de travail "relations extérieures". A cet égard, le Président a invité les membres à se prononcer par écrit dans un délai de 24 heures, afin de clarifier la position du groupe sur ce point.
6. La majorité du groupe s'est également prononcée en faveur d'une synergie, voire fusion, des administrations qui devraient travailler sous la responsabilité de la personne fusionnant les fonctions de Haut Représentant et Commissaire, et a demandé à ce que cette question figure dans le rapport final.
7. Certains membres ont souligné que le rapport donnait l'impression de ne faire des propositions qu'à "droit constant", ce qui était réducteur. Ils ont préconisé qu'un paragraphe soit ajouté visant à préciser que les modifications proposées dans le rapport pourraient être revues ou complétées en fonction des orientations futures de la Convention.
8. Enfin, la partie du rapport relative au contrôle juridictionnel et au Parlement européen a fait l'objet d'un assentiment général (deux membres ont toutefois demandé l'avis conforme du Parlement européen).

9. Sur la simplification des traités, les membres du groupe ont examiné le projet de rapport (document WD 16) qui a reçu un large soutien, même si quelques membres ont émis le souhait d'approfondir certains aspects. Le président a indiqué à cet égard que le débat sur ce sujet se poursuivrait au sein de la Convention. Un large consensus s'est dégagé en faveur de la fusion des traités dans un instrument unique en deux parties, dont la première contiendrait les dispositions de nature constitutionnelle.
10. Quant à la présentation des conclusions, une majorité du groupe a marqué son accord. Certains membres du groupe ont toutefois demandé à ce qu'elles soient plus courtes, voire qu'il y ait deux types de conclusions (certaines plus générales et d'autres plus de techniques).
11. Le Président s'est engagé à présenter un texte révisé de projet de rapport tenant comptes des positions défendues par les membres lors de cette réunion, étant entendu que ce dernier texte devrait refléter les positions majoritaires des membres sur l'ensemble des points examinés dans le rapport. Il a été convenu que le projet de rapport final devrait être distribué aux membres dès le 26 septembre 2002, afin que les membres aient le temps de l'étudier attentivement pour pouvoir l'adopter lors de la dernière réunion du groupe, qui aura lieu le 30 septembre 2002.
